



HÉROUX DEVTEK 

BÂTIR UN AVENIR DURABLE

RAPPORT TRIMESTRIEL :
TROISIÈME TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2017

TABLE DES MATIÈRES

États financiers consolidés résumés intermédiaires	5
Notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	10
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	10
Note 2 Base d'établissement	10
Note 3 Entente visant l'acquisition de CESA	10
Note 4 Aide gouvernementale	11
Note 5 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	11
Note 6 Frais financiers	11
Note 7 Éléments non récurrents	12
Note 8 Bénéfice par action	13
Note 9 Instruments financiers dérivés	13
Note 10 Autres actifs à court terme	14
Note 11 Dette à long terme	14
Note 12 Capital émis	15
Note 13 Cumul des autres éléments du résultat global	17
Note 14 Variation nette des éléments hors trésorerie	17
Note 15 Information géographique	18

AVIS DE NON-EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102 émis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, si les auditeurs externes n'ont pas effectué l'examen des états financiers, ces états financiers doivent être accompagnés d'un avis indiquant ce fait.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ci-joints de la Société pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et sont la responsabilité de la direction de la Société.

Les auditeurs externes de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., n'ont pas effectué un examen des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires selon les normes établies par les Comptables professionnels agréés du Canada en ce qui concerne l'examen des états financiers par les auditeurs externes d'une entité.

Le 6 février 2018

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

Aux	Notes	31 décembre 2017	31 mars 2017
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		70 642 \$	42 456 \$
Comptes clients		54 165	71 135
Impôts à recevoir		1 460	1 228
Stocks		141 847	143 866
Instruments financiers dérivés	9	6 467	3 509
Autres actifs à court terme	10	11 081	10 473
		285 662	272 667
Immobilisations corporelles, montant net	4	177 845	192 847
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	4	39 012	45 467
Instruments financiers dérivés	9	2 618	292
Actifs d'impôt différé		7 121	9 964
Goodwill		86 599	86 049
Total de l'actif		598 857 \$	607 286 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer		55 763 \$	63 391 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs		1 965	2 556
Provisions		16 788	20 170
Avances de clients		3 276	6 442
Facturations progressives		3 352	1 924
Impôts à payer		1 279	1 106
Instruments financiers dérivés	9	125	2 055
Tranche à court terme de la dette à long terme	11	7 464	6 792
		90 012	104 436
Dette à long terme	11	122 975	127 347
Provisions		6 074	6 398
Instruments financiers dérivés	9	2 088	508
Passifs d'impôt différé		5 380	5 942
Autres passifs		9 407	6 787
		235 936	251 418
Capitaux propres			
Capital émis	12	77 835	77 217
Surplus d'apport		3 987	3 735
Cumul des autres éléments du résultat global	13	6 490	6 298
Résultats non distribués		274 609	268 618
		362 921	355 868
Total du passif et des capitaux propres		598 857 \$	607 286 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audité)

	Notes	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2017	2016	2017	2016
Ventes		97 006 \$	98 489 \$	273 540 \$	285 650 \$
Coût des ventes	4, 5	81 167	83 452	231 222	238 467
Marge brute		15 839	15 037	42 318	47 183
Frais de vente et d'administration	4, 5	8 601	7 343	24 082	23 615
Éléments non récurrents	7	609	—	1 555	(3 306)
Résultat opérationnel		6 629	7 694	16 681	26 874
Frais financiers	6	395	(1 917)	2 926	1 190
Résultat avant impôt sur le résultat		6 234	9 611	13 755	25 684
Charge d'impôt sur le résultat	7	5 608	1 436	5 939	2 811
Résultat net		626 \$	8 175 \$	7 816 \$	22 873 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	8	0,02 \$	0,23 \$	0,22 \$	0,63 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Notes	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2017	2016	2017	2016
	13				
Autres éléments du résultat global :					
Éléments pouvant être reclassés en résultat net					
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		2 722 \$	(385) \$	(5 672) \$	(10 883) \$
Couvertures de flux de trésorerie :					
Gains nets (pertes nettes) à l'évaluation des instruments financiers dérivés		(2 678)	(3 944)	6 741	(5 228)
Pertes nettes (gains nets) sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		(1 810)	1 383	(2 618)	2 383
Impôt différé		1 198	685	(1 103)	768
		(3 290)	(1 876)	3 020	(2 077)
Gains (pertes) sur la couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger					
		(273)	(1 301)	3 166	(1 847)
Impôt différé		27	132	(322)	188
		(246)	(1 169)	2 844	(1 659)
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net					
Régimes de retraite à prestations définies :					
Gains (pertes) à la réévaluation		(863)	6 077	(2 491)	3 784
Impôt différé		228	(1 624)	666	(1 011)
		(635)	4 453	(1 825)	2 773
Autres éléments du résultat global		(1 449) \$	1 023 \$	(1 633) \$	(11 846) \$
Résultat global					
Résultat net		626 \$	8 175 \$	7 816 \$	22 873 \$
Autres éléments du résultat global		(1 449)	1 023	(1 633)	(11 846)
Résultat global		(823) \$	9 198 \$	6 183 \$	11 027 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2017		77 217 \$	3 735 \$	6 298 \$	268 618 \$	355 868 \$
Actions ordinaires :	12					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		183	(51)	—	—	132
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		435	—	—	—	435
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	12	—	303	—	—	303
Résultat net		—	—	—	7 816	7 816
Autres éléments du résultat global	13	—	—	192	(1 825)	(1 633)
Solde au 31 décembre 2017		77 835 \$	3 987 \$	6 490 \$	274 609 \$	362 921 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2016		75 916 \$	3 283 \$	18 788 \$	233 127 \$	331 114 \$
Actions ordinaires :	12					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		582	(212)	—	—	370
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		430	—	—	—	430
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	12	—	538	—	—	538
Résultat net		—	—	—	22 873	22 873
Autres éléments du résultat global	13	—	—	(14 619)	2 773	(11 846)
Solde au 31 décembre 2016		76 928 \$	3 609 \$	4 169 \$	258 773 \$	343 479 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Notes	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
		2017	2016	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :					
Activités d'exploitation					
Résultat net		626 \$	8 175 \$	7 816 \$	22 873 \$
Éléments hors trésorerie :					
Charge d'amortissement	5	6 325	6 157	19 299	18 699
Impôt différé	7	4 390	305	1 627	(1 269)
Pertes (gains) à la vente d'immobilisations corporelles		(1)	(247)	1	(239)
Frais financiers hors trésorerie	6	344	(2 636)	1 617	(877)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	12	78	190	303	538
Flux de trésorerie d'exploitation		11 762	11 944	30 663	39 725
Variation nette des éléments hors trésorerie	14	7 571	3 572	6 938	(12 726)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		19 333	15 516	37 601	26 999
Activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles, montant net		(1 657)	(5 316)	(6 186)	(16 512)
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée		(436)	(1 136)	(2 038)	(2 419)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles		77	270	107	270
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(2 016)	(6 182)	(8 117)	(18 661)
Activités de financement					
Augmentation de la dette à long terme		949	10 611	2 218	22 306
Remboursement de la dette à long terme		(1 125)	(17 280)	(3 370)	(31 804)
Émission d'actions ordinaires	12	274	164	567	800
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		98	(6 505)	(585)	(8 698)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		415	200	(713)	(52)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		17 830	3 029	28 186	(412)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		52 812	15 827	42 456	19 268
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		70 642 \$	18 856 \$	70 642 \$	18 856 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :					
Intérêts payés		656 \$	728 \$	2 077 \$	2 083 \$
Intérêts reçus		160 \$	9 \$	323 \$	16 \$
Impôts payés		786 \$	(533) \$	4 248 \$	2 378 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2017 et 2016
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audité)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques des commandes de vol et de composantes critiques d'avions. Cela comprend également la fabrication de boîtiers pour systèmes électroniques, d'échangeurs de chaleur et de cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, de systèmes électro-optiques et de commandes moteurs des avions dans le cadre de ses activités de Magtron ainsi que de filtres pour fluides dans le cadre de ses activités de Bolton.

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, soit le secteur de l'Aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 ayant été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, certaines informations et données ont été omises ou résumées. Les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul ont été suivies lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires que celles qui ont été suivies lors de la préparation des derniers états financiers consolidés audités annuels. Par conséquent, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires comprises dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 6 février 2018.

NOTE 3. ENTENTE VISANT L'ACQUISITION DE CESA

Le 2 octobre 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 140 000 € (205 000 \$) (la «transaction»).

CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale avec des ventes annuelles s'élevant à environ 94 000 € (136 000 \$). Ses principales gammes de produits sont les systèmes de trains d'atterrissage, les systèmes d'actionnement et les systèmes hydrauliques.

La clôture de la transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'exercice 2018 de la Société, sous réserve de certaines approbations réglementaires, notamment l'autorisation du Conseil des ministres du gouvernement espagnol et l'acquisition préalable par Airbus de la participation de son partenaire minoritaire dans CESA.

NOTE 4. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	18 \$	17 \$	244 \$	113 \$
Immobilisations corporelles	—	—	267	481
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	211	327	1 546	2 547

L'aide gouvernementale comprend surtout des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 5. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Matières premières et pièces achetées	35 360 \$	34 742 \$	96 751 \$	93 713 \$
Charges du personnel	31 571	33 130	92 759	101 755
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	6 325	6 157	19 299	18 699
Autres	16 512	16 766	46 495	47 915
	89 768 \$	90 795 \$	255 304 \$	262 082 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, la perte de change s'est élevée à 619 \$ (gain de 1 010 \$ en 2016) et à 1 617 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 (gain de 2 225 \$ en 2016).

NOTE 6. FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	537 \$	487 \$	1 655 \$	1 798 \$
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés ¹	(163)	—	(163)	—
Ajustements des estimations relatives aux prêts des autorités gouvernementales	—	(3 052)	—	(3 052)
Intérêts sur les obligations nettes au titre des prestations définies	35	81	104	243
Amortissement des frais de financement différés (note 11)	55	80	182	239
Autres intérêts au titre de la désactualisation et ajustements du taux d'escompte	(120)	(232)	(161)	(105)
Frais financiers hors trésorerie	344	(2 636)	1 617	(877)
Charges d'intérêts	657	728	2 078	2 083
Gains nets sur instruments financiers dérivés ¹	(446)	—	(446)	—
Produit d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(160)	(9)	(323)	(16)
	395 \$	(1 917) \$	2 926 \$	1 190 \$

¹⁾ Gains nets sur les instruments financiers dérivés classés à la juste valeur par le biais du résultat net (se reporter aux notes 7 et 9).

À l'exercice précédent, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de certains prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes. Ceci a donné lieu à un gain hors trésorerie de 2 949 \$, composé d'une réduction de 133 \$ des intérêts au titre de la désactualisation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016, qui est incluse dans les intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales, et d'un ajustement cumulatif de 2 816 \$, qui est inclus dans les ajustements des estimations relatives aux prêts des autorités gouvernementales. Ce gain est classé comme un élément non récurrent (voir la note 7).

NOTE 7. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	2017	2016	2017	2016
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés à l'acquisition	609 \$	— \$	1 555 \$	— \$
Gain au règlement d'un litige	—	—	—	(5 247)
Frais juridiques	—	—	—	1 941
	609 \$	— \$	1 555 \$	(3 306) \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés (note 6)	(609)	—	(609)	—
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 6)	—	(2 949)	—	(2 949)
	(609) \$	(2 949) \$	(609) \$	(2 949) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	4 912	—	4 912	—
	4 912 \$	— \$	4 912 \$	— \$

Frais liés à l'acquisition

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017, la Société a engagé des frais liés à l'acquisition respectivement de 609 \$ et 1 555 \$. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'entente visant l'acquisition de CESA.

Gain au règlement d'un litige, frais juridiques et autres honoraires professionnels

En janvier 2016, la Société a déposé une demande d'arbitrage relativement à des déclarations et à des garanties qui lui avaient été données dans le cadre d'une acquisition d'entreprise réalisée. Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2016, la Société a conclu une entente hors arbitrage avec la contrepartie qui a donné lieu à un règlement favorable de 4 000 \$ US (5 247 \$).

Les frais juridiques et autres honoraires professionnels non récurrents engagés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2016 se sont élevés à 1 941 \$.

Gains nets sur certains instruments financiers dérivés

Ces gains se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'entente visant l'acquisition de CESA. Voir la note 9 pour de plus amples informations.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la *Tax Cuts and Jobs Act* (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris entre autres, une réduction permanente du taux d'imposition des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4 912 \$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017.

NOTE 8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice par action de base et dilué :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 156 670	36 089 346	36 142 814	36 056 364
Effet dilutif des options sur actions de la Société	220 237	237 494	204 694	237 713
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 376 907	36 326 840	36 347 508	36 294 077
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	113 000	113 000	113 000	113 000

¹

NOTE 9. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Contrats de change à terme

La Société avait les contrats de change à terme en cours suivants :

Aux	31 décembre 2017	31 mars 2017
Montant notionnel en cours	107 200 \$ US	152 350 \$ US
Taux de change moyen	1,3187	1,3178

Au 31 décembre 2017, ces contrats venaient à échéance à diverses dates entre janvier 2018 et mars 2021, la majorité échéant au cours du présent ou du prochain exercice.

Ententes de swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2017, la Société avait conclu les ententes de swap de taux d'intérêt suivantes visant à fixer le taux d'intérêt d'une tranche de la facilité de crédit (voir la note 11) :

Montant notionnel	Taux fixe	Mise en vigueur	Échéance
5 000 \$ US	1,65 %	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38 %	Décembre 2015	Décembre 2018

Les taux des swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus ne tiennent pas compte de la marge bancaire additionnelle pertinente (voir la note 11). Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient être réalisés au cours de la même période, car il est prévu qu'ils auront une incidence sur le résultat net.

Instruments dérivés liés à l'entente visant l'acquisition de CESA

Dans le cadre de l'entente visant l'acquisition de CESA, la transaction expose la Société au risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement. Une augmentation de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait grimper le prix anticipé de la transaction, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette attendue ferait augmenter les frais financiers connexes.

Afin d'atténuer ces risques, la Société a acquis des colliers de change pour 85 000 € (environ 123 800 \$) qui ont été réglés au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 (voir la note 7). Au 31 décembre 2017, la Société avait également conclu les ententes de swap de devises et de taux d'intérêt suivantes afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux fixe sur le notionnel en euros	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,65 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	2,38 %	Octobre 2017	Mars 2025

Entente de swap sur actions

Le 22 juin 2015, la Société a conclu une entente de swap sur actions visant 150 000 actions ordinaires à un prix de 11,45 \$. Ce swap est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et vient à échéance en juin 2018.

NOTE 10. AUTRES ACTIFS À COURT TERME

Aux	31 décembre 2017	31 mars 2017
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	3 372 \$	4 479 \$
Taxes de vente à recevoir	1 500	1 028
Frais payés d'avance	1 881	3 917
Autres	4 328	1 049
	11 081 \$	10 473 \$

NOTE 11. DETTE À LONG TERME

Aux	31 décembre 2017	31 mars 2017
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit»)	52 689 \$	55 856 \$
Prêts des autorités gouvernementales	52 203	49 133
Obligations en vertu de contrats de location-financement	26 526	29 787
Frais de financement différés, montant net	(979)	(637)
	130 439	134 139
Moins : tranche à court terme	7 464	6 792
Dettes à long terme	122 975 \$	127 347 \$

Facilité de crédit

Les modalités pertinentes de la facilité de crédit et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 décembre 2017	31 mars 2017
Limite en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, euros ou livres sterling	200 000 \$	200 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	42 000 \$ US	42 000 \$ US
Taux	Libor + 1,1 %	Libor + 1,4 %
Taux effectif	2,7 %	2,4 %

En mai 2017, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à prolonger la durée de la facilité de crédit jusqu'en mai 2022. Le montant autorisé demeure 200 000 \$ et la plupart des autres modalités importantes sont inchangées, bien que le montant de la clause accordéon, qui est assujettie à l'approbation des prêteurs, ait augmenté pour passer de 75 000 \$ à 100 000 \$. Des frais de financement totalisant 524 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des prêts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats de location-financement

Les obligations en vertu de contrats de location-financement portaient intérêt à des taux fixes variant entre 2,4 % et 3,7 % au 31 décembre 2017 (les mêmes qu'au 31 mars 2017), venaient à échéance entre juillet 2019 et décembre 2023, avaient une période d'amortissement de 7 ans, et étaient garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 2 125 \$ (2 766 \$ au 31 mars 2017).

NOTE 12. CAPITAL ÉMIS

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2017		Neuf mois clos le 31 décembre 2017	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de la période	36 147 155	77 510 \$	36 122 050	77 217 \$
Émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	11 250	183	11 250	183
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	11 352	142	36 457	435
Solde à la fin de la période	36 169 757	77 835 \$	36 169 757	77 835 \$

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont acquis sur une période de quatre ans à l'exception de celles de certains dirigeants clés pour qui la période d'acquisition des droits est de un an à trois ans suivant la date d'attribution. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

Pour les trimestres clos les 31 décembre, l'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit :

	2017		2016	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	914 295	10,88 \$	943 295	10,77 \$
Exercées	(11 250)	11,71	(8 500)	2,31
Annulées ou frappées d'extinction	(3 750)	11,71	(7 500)	11,71
Solde de clôture	899 295	10,87 \$	927 295	10,84 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		78 \$		190 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre, l'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit :

	2017		2016	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	914 295	10,88 \$	879 545	10,02 \$
Attribuées	—	—	113 000	15,01
Exercées	(11 250)	11,71	(57 750)	6,39
Annulées ou frappées d'extinction	(3 750)	11,71	(7 500)	11,71
Solde de clôture	899 295	10,87 \$	927 295	10,84 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		303 \$		538 \$

Au 31 décembre 2017, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées à des fins d'émission d'options sur actions, dont 1 551 981 actions n'avaient pas encore été émises, contre 1 563 231 au 31 mars 2017.

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>				
Émises en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	11 352	11 075	36 457	32 955
Attribuées aux employés participants	4 555	4 391	14 384	12 365
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	66 \$	65 \$	195 \$	181 \$

Au 31 décembre 2017, 340 000 actions étaient réservées à des fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 70 181 actions n'avaient pas encore été émises, contre 106 638 au 31 mars 2017.

C. Régime d'unités d'action différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

L'évolution des UAD et des UAR en cours et des charges connexes se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
UAD				
<i>Nombre d'UAD</i>				
Solde d'ouverture	135 815	135 815	135 815	124 333
Émises	—	—	—	33 740
Réglées	(32 233)	—	(32 233)	(22 258)
Solde de clôture des UAD en cours	103 582	135 815	103 582	135 815
Charge au titre des UAD pour la période	342 \$	247 \$	851 \$	618 \$
Juste valeur des UAD en cours dont les droits sont acquis, à la fin de la période	1 903 \$	1 862 \$	1 903 \$	1 862 \$

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
UAR				
<i>Nombre d'UAR</i>				
Solde d'ouverture	114 434	209 491	114 434	151 392
Émises	—	—	—	58 500
Réglées	(23 334)	(88 650)	(23 334)	(88 650)
Annulées ou frappées d'extinction	(1 843)	—	(1 843)	(401)
Solde de clôture des UAR en cours	89 257	120 841	89 257	120 841
Charge au titre des UAR pour la période	560 \$	318 \$	266 \$	500 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de la période	945 \$	1 167 \$	945 \$	1 167 \$

NOTE 13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 30 septembre 2017	5 862 \$	5 789 \$	(4 347) \$	7 304 \$
Autres éléments du résultat global	2 722	(3 290)	(246)	(814)
Solde au 31 décembre 2017	8 584 \$	2 499 \$	(4 593) \$	6 490 \$
Solde au 31 mars 2017	14 256 \$	(521) \$	(7 437) \$	6 298 \$
Autres éléments du résultat global	(5 672)	3 020	2 844	192
Solde au 31 décembre 2017	8 584 \$	2 499 \$	(4 593) \$	6 490 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 30 septembre 2016	15 193 \$	(844) \$	(6 750) \$	7 599 \$
Autres éléments du résultat global	(385)	(1 876)	(1 169)	(3 430)
Solde au 31 décembre 2016	14 808 \$	(2 720) \$	(7 919) \$	4 169 \$
Solde au 31 mars 2016	25 691 \$	(643) \$	(6 260) \$	18 788 \$
Autres éléments du résultat global	(10 883)	(2 077)	(1 659)	(14 619)
Solde au 31 décembre 2016	14 808 \$	(2 720) \$	(7 919) \$	4 169 \$

NOTE 14. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Comptes clients	6 124 \$	(2 531) \$	16 970 \$	10 695 \$
Impôts à recevoir	159	1 959	(232)	2 319
Stocks	3 671	(930)	2 019	(11 663)
Autres actifs à court terme	(1 306)	6 549	(1 286)	(2 992)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	927	(1 336)	(3 446)	(9 035)
Provisions	(419)	(551)	(3 544)	(2 611)
Facturations progressives	180	(898)	1 349	(1 435)
Avances de clients	(2 628)	1 497	(3 165)	4 990
Impôts à payer	237	(298)	172	(768)
Incidence des fluctuations des taux de change ¹	626	111	(1 899)	(2 226)
	7 571 \$	3 572 \$	6 938 \$	(12 726) \$

¹) Reflète l'incidence totale des variations des taux de change au cours de la période sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 15. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Aux	31 décembre 2017				31 mars 2017			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles, montant net	97 052 \$	69 619 \$	11 174 \$	177 845 \$	104 201 \$	77 111 \$	11 535 \$	192 847 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	24 013	2 123	12 876	39 012	28 536	3 010	13 921	45 467
Goodwill	13 838	9 429	63 332	86 599	13 838	9 995	62 216	86 049

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Canada	9 231 \$	18 699 \$	27 310 \$	58 437 \$
États-Unis	64 420	58 703	174 528	159 380
Royaume-Uni	11 423	7 924	30 828	28 328
Autres pays	11 932	13 163	40 874	39 505
	97 006 \$	98 489 \$	273 540 \$	285 650 \$

RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 31 décembre 2017

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	21
<i>Déclarations prospectives</i>	21
<i>Opérations sur devises</i>	21
<i>Faits saillants</i>	22
<i>Entente visant l'acquisition de CESA</i>	22
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	23
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	27
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	29
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	29
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	29
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	32
SITUATION FINANCIÈRE	32
<i>Capital émis</i>	32
<i>Bilans consolidés</i>	33
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	34
<i>Instruments dérivés</i>	34
<i>Contrôles et procédures internes</i>	35
<i>Risques et incertitudes</i>	35
<i>Principales données financières trimestrielles</i>	35
<i>Perspectives économiques</i>	36
<i>Prévisions</i>	36
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	37

APERÇU GÉNÉRAL

Le présent rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales («Héroux - Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2017 et le 31 décembre 2017. Il permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le présent rapport de gestion se fonde sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, et doit être lu avec ceux-ci ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2017, lesquels sont tous disponibles sur le site Web de la Société à l'adresse www.herouxdevtek.com. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section «Résultats d'exploitation».

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations du présent rapport de gestion, y compris celles présentées dans les sections Prévisions et Perspectives économiques, sont des déclarations prospectives assujetties à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent de manière importante de ceux décrits explicitement ou implicitement par ces déclarations. Ces déclarations sont faites dans le but d'aider le lecteur à comprendre la performance financière et les perspectives de Héroux-Devtek, et de présenter l'évaluation par la direction des projets et activités à venir, et pourraient ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont soumises à des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des méthodes comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour de plus amples détails, consultez la rubrique intitulée « Gestion du risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. La présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive et le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Bien que la direction estime que les attentes reflétées par ces déclarations sont raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément et entièrement données sous réserve de la présente mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

OPÉRATIONS SUR DEVISES

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des produits des activités ordinaires (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US et en livres sterling (« GBP »). Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
\$ US (équivalent canadien de 1,0 dollar US)	1,2545	1,3299
GBP (équivalent canadien de 1,0 livre sterling)	1,6961	1,6662

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
\$ US (équivalent canadien de 1,0 dollar US)	1,2715	1,3339	1,2896	1,3092
GBP (équivalent canadien de 1,0 livre sterling)	1,6883	1,6564	1,6828	1,7392

La Société a recours à des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, de sorte que les écarts de taux présentés ci-dessus peuvent ne pas être représentatifs de l'incidence réelle des taux de change sur les résultats financiers.

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Ventes	97 006 \$	98 489 \$	273 540 \$	285 650 \$
Résultat opérationnel	6 629	7 694	16 681	26 874
BAlIA ajusté ¹	13 563	13 851	37 535	42 267
Résultat net	626	8 175	7 816	22 873
Résultat net ajusté ¹	5 690	6 015	13 774	17 276
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 333	15 516	37 601	26 999
Flux de trésorerie disponibles ¹	17 110	9 701	30 835	10 213
<i>En dollars par action</i>				
BPA – de base et dilué	0,02 \$	0,23 \$	0,22 \$	0,63 \$
BPA ajusté ¹	0,16	0,17	0,38	0,48
<i>En millions de dollars, au</i>			31 décembre	31 mars
Carnet de commandes fermes ²			2017	2017
			475 \$	405 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Représente les commandes fermes.

Événements importants

- Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la Société a réalisé des ventes consolidées de 97,0 millions de dollars et un BAlIA ajusté de 13,6 millions de dollars, en regard respectivement de 98,5 millions de dollars et 13,9 millions de dollars au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le carnet de commandes est passé à 475 millions de dollars au 31 décembre 2017, en hausse par rapport à 405 millions de dollars au 31 mars 2017.
- Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 19,3 millions de dollars, comparativement à 15,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et des flux de trésorerie disponibles¹ de 17,1 millions de dollars, comparativement à 9,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le 13 décembre 2017, Dassault Aviation («Dassault») a annoncé qu'elle avait engagé le processus de résiliation du contrat Silvercrest conduisant à l'arrêt du programme de jets d'affaires Falcon 5X et a annoncé le lancement d'un nouveau programme Falcon avec une mise en service en 2022. La Société est en pourparlers avec Dassault et s'attend à approvisionner le nouvel avion dans le cadre du contrat existant visant le Falcon 5X.

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Prévisions

La direction a mis à jour ses prévisions relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2018. Consultez la rubrique intitulée «Prévisions» dans la section Renseignements supplémentaires pour plus de précisions.

Entente visant l'acquisition de CESA

Le 2 octobre 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 140,0 millions d'euros (205,0 millions de dollars) (la «transaction»). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale avec des ventes annuelles s'élevant à environ 94 millions d'euros (136 millions de dollars). Ses principales gammes de produits sont les systèmes de trains d'atterrissage, les systèmes d'actionnement et les systèmes hydrauliques. Il s'agit d'une acquisition stratégique relative qui élargira considérablement la portée de la Société en Europe et lui donnera accès à une relation d'affaires directe et bien établie avec Airbus.

La clôture de la transaction devrait avoir lieu vers la fin de l'exercice 2018 de la Société, sous réserve de certaines approbations réglementaires, notamment l'autorisation du Conseil des ministres du gouvernement espagnol et l'acquisition préalable par Airbus de la participation de son

partenaire minoritaire dans CESA. La transaction expose la Société à de nouveaux risques de change et de taux d'intérêt. Pour plus de détails sur ces risques et les instruments financiers dérivés que la Société a acquis pour les atténuer, se reporter à la rubrique intitulée «Instruments dérivés» dans la section Renseignements supplémentaires.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 décembre			Neuf mois clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Ventes	97 006 \$	98 489 \$	(1 483) \$	273 540 \$	285 650 \$	(12 110) \$
Marge brute	15 839	15 037	802	42 318	47 183	(4 865)
Frais de vente et d'administration	8 601	7 343	1 258	24 082	23 615	467
Résultat opérationnel ajusté ¹	7 238	7 694	(456)	18 236	23 568	(5 332)
Éléments non récurrents	609	—	609	1 555	(3 306)	4 861
Résultat opérationnel	6 629	7 694	(1 065)	16 681	26 874	(10 193)
Frais (produits) financiers	395	(1 917)	2 312	2 926	1 190	1 736
Charge d'impôt sur le résultat	5 608	1 436	4 172	5 939	2 811	3 128
Résultat net	626 \$	8 175 \$	(7 549) \$	7 816 \$	22 873 \$	(15 057) \$
Résultat net ajusté ¹	5 690 \$	6 015 \$	(325) \$	13 774 \$	17 276 \$	(3 502) \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	16,3 %	15,3 %	100 pdb	15,5 %	16,5 %	-100 pdb
Frais de vente et d'administration	8,9 %	7,5 %	140 pdb	8,8 %	8,3 %	50 pdb
Résultat opérationnel	6,8 %	7,8 %	-100 pdb	6,1 %	9,4 %	-330 pdb
Résultat opérationnel ajusté ¹	7,5 %	7,8 %	-30 pdb	6,7 %	8,3 %	-160 pdb
<i>En dollars par action</i>						
BPA – de base et dilué	0,02 \$	0,23 \$	(0,21) \$	0,22 \$	0,63 \$	(0,41) \$
BPA ajusté ¹	0,16 \$	0,17 \$	(0,01) \$	0,38 \$	0,48 \$	(0,10) \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Ventes

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 décembre					
	2017	2016	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	52 105 \$	50 744 \$	(728) \$	2 089 \$	4,1 %
Défense ¹	44 901	47 745	(735)	(2 109)	(4,4) %
Total	97 006 \$	98 489 \$	(1 463) \$	(20) \$	0,0 %

Neuf mois clos les 31 décembre					
	2017	2016	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	137 592 \$	150 024 \$	(514) \$	(11 918) \$	(7,9) %
Défense ¹	135 948	135 626	(508)	830	0,6 %
Total	273 540 \$	285 650 \$	(1 022) \$	(11 088) \$	(3,9) %

¹⁾ Comprend les produits liés à la défense vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Commercial

La hausse nette de 2,1 millions de dollars des ventes commerciales pour le trimestre s'explique principalement par :

- une hausse des livraisons pour le programme du Boeing 777;
- une hausse des ventes de services d'ingénierie.

Ces facteurs positifs ont été contrebalancés en partie par l'achèvement prévu d'un contrat pour un client fournissant des produits à un fabricant d'équipement d'origine («OEM») et par la baisse des ventes réalisées sur le marché secondaire en soutien au programme Saab 340.

La baisse nette de 11,9 millions de dollars des ventes commerciales pour la période de neuf mois s'explique principalement par :

- une baisse des ventes de programmes de gros porteurs commerciaux, notamment l'achèvement prévu d'un contrat pour un client fournissant des produits à un OEM;
- une baisse de la demande de clients pour certains programmes de jets d'affaires et des ventes réalisées sur le marché secondaire en soutien au programme Saab 340.

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par une hausse des livraisons de Boeing 777 et par une hausse des ventes de services d'ingénierie.

Défense

La baisse nette de 2,1 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour le trimestre s'explique principalement par :

- une baisse des ventes de pièces de rechange à des clients civils;
- une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien pour le programme du P-3.

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par une hausse des ventes de produits fabriqués découlant d'un rattrapage dans les livraisons à des clients civils et par une hausse des ventes de services de réparation et d'entretien aux clients européens en raison d'un meilleur flux de production.

La hausse nette de 0,8 million de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour la période de neuf mois s'explique principalement par :

- une hausse des ventes de produits fabriqués à des clients civils, y compris l'accélération du programme du F-35;
- une hausse de la demande de la part du gouvernement américain pour des pièces de rechange.

Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien, notamment dans le cadre du programme du P-3.

Marge brute

Pour le trimestre considéré, la marge brute a augmenté pour s'établir à 16,3 %, comparativement à 15,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux fluctuations favorables des taux de change, principalement le taux du

dollar américain, qui ont contribué aux ventes à hauteur de 1,5 %, en partie contrebalancées par une sous-imputation plus importante de coûts en raison d'un excès de capacité et de coûts excédentaires de traitement et de finition liés au programme du Boeing 777.

Pour la période de neuf mois considérée, la marge brute a reculé pour s'établir à 15,5 %, comparativement à 16,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable à une sous-imputation plus importante de coûts en raison d'un excès de capacité et de coûts excédentaires de traitement et de finition liés au programme du Boeing 777. Les coûts excédentaires de traitement et de finition devraient être normalisés une fois que les processus de qualification et d'approbation par le client des procédés de traitement des surfaces de Héroux-Devtek seront achevés. Ces facteurs négatifs ont été en partie contrebalancés par les fluctuations favorables des taux de change, principalement le taux du dollar américain, qui ont contribué aux ventes à hauteur de 0,9 %.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains et pertes découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté 8,2 % des ventes pour le trimestre et la période de neuf mois, en regard respectivement de 8,5 % et 9,0 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution en pourcentage des ventes par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est principalement associée à une baisse des coûts liés au personnel.

Éléments non récurrents

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 décembre		31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés à l'acquisition	609 \$	— \$	1 555 \$	— \$
Gain au règlement d'un litige	—	—	—	(5 247)
Frais juridiques	—	—	—	1 941
	609 \$	— \$	1 555 \$	(3 306) \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés	(609)	—	(609)	—
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales	—	(2 949)	—	(2 949)
	(609) \$	(2 949) \$	(609) \$	(2 949) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	4 912	—	4 912	—
	4 912 \$	— \$	4 912 \$	— \$

Frais liés à l'acquisition

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017, la Société a engagé des frais liés à l'acquisition respectivement de 0,6 million de dollars et 1,6 million de dollars. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'entente visant l'acquisition de CESA.

Gain au règlement d'un litige, frais juridiques et autres honoraires professionnels

En janvier 2016, la Société a déposé une demande d'arbitrage relativement à des déclarations et à des garanties qui lui avaient été données dans le cadre d'une acquisition d'entreprise réalisée. Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2016, la Société a conclu une entente hors arbitrage avec la contrepartie qui a donné lieu à un règlement favorable de 4,0 millions de dollars US (5,2 millions de dollars).

Les frais juridiques et autres honoraires professionnels non récurrents engagés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2016 se sont élevés à 1,9 million de dollars.

Gains nets sur certains instruments financiers dérivés

Ces gains se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'entente visant l'acquisition de CESA. Consultez la rubrique intitulée «Instruments dérivés» dans la section Renseignements supplémentaires pour plus de précisions.

Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales

En décembre 2016, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de certains prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes faites après les réductions des cadences de production annoncées par des OEM. Ceci a donné lieu à un gain hors trésorerie favorable de 2,9 millions de dollars (2,2 millions de dollars après impôts) comptabilisé dans les frais financiers, composé d'une réduction de 0,9 million de dollars des intérêts au titre de la désactualisation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016 et d'un ajustement cumulatif de 2,0 millions de dollars.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

La charge d'impôt non récurrente de 4,9 millions de dollars comptabilisée au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 se rapporte à la réforme fiscale aux États-Unis adoptée le 22 décembre 2017. Pour en savoir plus, consultez la rubrique intitulée «Charge d'impôt sur le résultat».

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a diminué pour passer de 7,8 % à 6,8 % des ventes (recul de 7,8 % à 7,5 % si l'on exclut les éléments non récurrents) pour le trimestre considéré et de 9,4 % à 6,1 % des ventes (recul de 8,3 % à 6,7 % si l'on exclut les éléments non récurrents) pour la période de neuf mois considérée, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces variations sont principalement attribuables aux facteurs susmentionnés.

Par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, la conversion des devises a eu une incidence négative respectivement de 0,3 million de dollars et de 1,4 million de dollars sur le résultat opérationnel du trimestre et de la période de neuf mois.

Frais financiers

La hausse de 2,3 millions de dollars des frais financiers pour le trimestre par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- le gain hors trésorerie de 2,9 millions de dollars comptabilisé à l'exercice précédent par suite de la modification du calendrier de remboursement des prêts des autorités gouvernementales;
- les gains nets de 0,6 million de dollars réalisés au cours du trimestre considéré se rapportant à certains instruments financiers dérivés susmentionnés à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents».

La hausse de 1,7 million de dollars des frais financiers pour la période de neuf mois par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable au gain hors trésorerie de 2,9 millions de dollars comptabilisé à l'exercice précédent par suite de la modification du calendrier de remboursement des prêts des autorités gouvernementales. Ce facteur négatif a été contrebalancé en partie par :

- des gains nets de 0,6 million de dollars se rapportant à certains instruments financiers dérivés susmentionnés à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents»;
- une hausse des produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie;
- une baisse des intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales;
- un plus important ajustement favorable du taux d'actualisation sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	6 234 \$	9 611 \$	13 755 \$	25 684 \$
Charge d'impôt sur le résultat	5 608	1 436	5 939	2 811
Taux d'imposition effectif	90,0 %	14,9 %	43,2 %	10,9 %
Taux d'imposition effectif, en excluant l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	11,2 %	14,9 %	7,5 %	10,9 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,6 %	26,7 %	26,7 %	26,7 %

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la *Tax Cuts and Jobs Act* (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris une réduction permanente du taux d'imposition des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. Cette réduction a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4,9 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017.

Compte non tenu de cette incidence non récurrente, le taux d'imposition effectif a été de 11,2 %, et reflète l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,0 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2016, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,3 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence défavorable de la réforme fiscale aux États-Unis susmentionnée pour un montant de 4,9 millions de dollars. Compte non tenu de cette incidence non récurrente, le taux d'imposition effectif a été de 7,5 %, et reflète l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (3,4 millions de dollars), en partie contrebalancée par les frais liés à l'acquisition non déductibles (0,3 million de dollars) et par des différences permanentes (0,2 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016, le taux d'imposition effectif de la Société reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (3,6 millions de dollars) et du gain non imposable au règlement d'un litige (0,8 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Résultat net

Le résultat net a diminué pour passer de 8,2 millions de dollars à 0,6 million de dollars (recul de 6,0 millions de dollars à 5,7 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré et de 22,9 millions de dollars à 7,8 millions de dollars (recul de 17,3 millions de dollars à 13,8 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour la période de neuf mois considérée, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison surtout des facteurs susmentionnés.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Ce rapport de gestion est fondé sur les résultats établis selon les IFRS et selon les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents.
BAIIA :	Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissements.
BAIIA ajusté :	BAIIA tel que défini ci-dessus en excluant les éléments non récurrents.
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts.
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté.
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles et de l'augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, sauf en ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, consultez la rubrique intitulée «Flux de trésorerie et sources de financement».

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel	6 629 \$	7 694 \$	16 681 \$	26 874 \$
Éléments non récurrents	609	—	1 555	(3 306)
Résultat opérationnel ajusté	7 238 \$	7 694 \$	18 236 \$	23 568 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre de mieux évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat net	626 \$	8 175 \$	7 816 \$	22 873 \$
Charge d'impôt sur le résultat	5 608	1 436	5 939	2 811
Frais (produits) financiers	395	(1 917)	2 926	1 190
Charge d'amortissement	6 325	6 157	19 299	18 699
BAIIA	12 954 \$	13 851 \$	35 980 \$	45 573 \$
Éléments non récurrents	609	—	1 555	(3 306)
BAIIA ajusté	13 563 \$	13 851 \$	37 535 \$	42 267 \$

La direction est d'avis que le BAIIA et le BAIIA ajusté procurent des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'ils excluent du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, permet d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat net	626 \$	8 175 \$	7 816 \$	22 873 \$
Éléments non récurrents, après impôts	5 064	(2 160)	5 958	(5 597)
Résultat net ajusté	5 690 \$	6 015 \$	13 774 \$	17 276 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – de base et dilué	0,02 \$	0,23 \$	0,22 \$	0,63 \$
Éléments non récurrents, après impôts	0,14	(0,06)	0,16	(0,15)
Bénéfice par action ajusté	0,16 \$	0,17 \$	0,38 \$	0,48 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté permettent aux investisseurs de mieux évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉ DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En mai 2017, la Société a renouvelé sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») jusqu'en mai 2022, les modalités restant sensiblement inchangées. Des frais de financement totalisant 0,5 million de dollars ont été différés et sont amortis sur la durée des prêts connexes selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 décembre 2017, la facilité de crédit permettait à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200,0 millions de dollars, soit en dollars canadiens, en dollars américains, en livres sterling, en euros, ou l'équivalent dans d'autres monnaies. Elle comprenait également une clause accordéon permettant d'augmenter la facilité de crédit d'un montant additionnel de 100,0 millions de dollars, pendant toute la durée de cette entente, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Cette clause accordéon précédemment fixée à 75,0 millions de dollars a été augmentée au cours du processus de renouvellement.

Au 31 décembre 2017, la Société avait prélevé un montant de 52,7 millions de dollars sur sa facilité de crédit, comparativement à 55,9 millions de dollars au 31 mars 2017. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates suivantes :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	131 418 \$	134 776 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	70 642	42 456
Situation de dette nette	60 776 \$	92 320 \$

¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,0 million de dollars au 31 décembre 2017 et de 0,6 million de dollars au 31 mars 2017.

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne position pour faire face à ses besoins financiers.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	52 812 \$	15 827 \$	42 456 \$	19 268 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 333	15 516	37 601	26 999
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 016)	(6 182)	(8 117)	(18 661)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	98	(6 505)	(585)	(8 698)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	415	200	(713)	(52)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	70 642 \$	18 856 \$	70 642 \$	18 856 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	11 762 \$	11 944 \$	30 663 \$	39 725 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	7 571	3 572	6 938	(12 726)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 333 \$	15 516 \$	37 601 \$	26 999 \$

La diminution de 9,1 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent s'explique essentiellement par une baisse du BAIIA.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Comptes clients	6 124 \$	(2 531) \$	16 970 \$	10 695 \$
Stocks	3 671	(930)	2 019	(11 663)
Autres actifs à court terme	(1 306)	6 549	(1 286)	(2 992)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs (ci-après appelés «comptes fournisseurs»)	927	(1 336)	(3 446)	(9 035)
Impôts à payer et à recevoir	396	1 661	(60)	1 551
Avances de clients	(2 628)	1 497	(3 165)	4 990
Provisions	(419)	(551)	(3 544)	(2 611)
Facturations progressives	180	(898)	1 349	(1 435)
Incidence des variations des taux de change	626	111	(1 899)	(2 226)
	7 571 \$	3 572 \$	6 938 \$	(12 726) \$

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement une diminution des comptes clients et des stocks, en partie contrebalancée par une réduction nette des avances de clients compte tenu de la comptabilisation des produits.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement :

- la baisse saisonnière des comptes clients suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- une diminution des stocks principalement liée au programme du Boeing 777.

Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse saisonnière des comptes fournisseurs suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice précédent, une baisse des provisions principalement attribuable à l'utilisation de la provision pour restructuration et une réduction nette des avances de clients compte tenu de la comptabilisation des produits.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2016, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement une diminution des autres actifs à court terme à la suite du recouvrement d'autres créances se rapportant au règlement de la demande d'arbitrage (consultez la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» dans la section Résultat d'exploitation), en partie contrebalancée par une augmentation des comptes clients.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016, la variation nette négative des éléments hors trésorerie reflète essentiellement :

- une augmentation des stocks principalement liée au programme du Boeing 777 et à la hausse anticipée du niveau d'activité au dernier trimestre de l'exercice;
- la baisse saisonnière des comptes fournisseurs suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse saisonnière des comptes clients suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice 2016 et une hausse des avances de clients découlant essentiellement de la conclusion d'un nouveau contrat.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(1 657) \$	(5 316) \$	(6 186) \$	(16 512) \$
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(436)	(1 136)	(2 038)	(2 419)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	77	270	107	270
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 016) \$	(6 182) \$	(8 117) \$	(18 661) \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	1 787 \$	4 679 \$	4 995 \$	14 848 \$
Aide gouvernementale	—	—	(267)	(481)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	1 787 \$	4 679 \$	4 728 \$	14 367 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(130)	637	1 458	2 334
Dépôts reclassés aux immobilisations corporelles après réalisation ¹	—	—	—	(189)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie, montant net	1 657 \$	5 316 \$	6 186 \$	16 512 \$

¹⁾ Comprennent la machinerie financée au moyen de contrats de location-financement pour lesquels des dépôts avaient été effectués.

La diminution du montant net des acquisitions d'immobilisations corporelles pour le trimestre et la période de neuf mois considérés comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'achèvement des investissements dans le cadre du contrat des appareils Boeing 777 et 777X.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Augmentation de la dette à long terme	949 \$	10 611 \$	2 218 \$	22 306 \$
Remboursement de la dette à long terme	(1 125)	(17 280)	(3 370)	(31 804)
Émission d'actions ordinaires	274	164	567	800
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	98 \$	(6 505) \$	(585) \$	(8 698) \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours du trimestre clos le 31 décembre 2016 était liée principalement aux nouveaux contrats de location-financement de 9,8 millions de dollars pour de la machinerie et de l'équipement, alors que le remboursement de la dette à long terme comprenait un remboursement de 16,0 millions de dollars de la facilité de crédit.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016, les entrées de trésorerie découlant de la dette à long terme comprennent de nouveaux contrats de location-financement de 10,5 millions de dollars, et un prélèvement de 10,0 millions de dollars sur la facilité de crédit. Les sorties de trésorerie découlant du remboursement de la dette à long terme comprennent un remboursement de 26,2 millions de dollars de la facilité de crédit, la tranche résiduelle représentant des remboursements de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives liées à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice en cours.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 333 \$	15 516 \$	37 601 \$	26 999 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(1 787)	(4 679)	(4 728)	(14 367)
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(436)	(1 136)	(2 038)	(2 419)
Flux de trésorerie disponibles	17 110 \$	9 701 \$	30 835 \$	10 213 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette ou du financement d'autres investissements.

L'augmentation respectivement de 7,4 millions de dollars et 20,6 millions de dollars des flux de trésorerie disponibles pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2017 est principalement attribuable à l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et à la diminution du montant net des acquisitions d'immobilisations corporelles, comme il en a été question précédemment.

SITUATION FINANCIÈRE

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2017		Neuf mois clos le 31 décembre 2017	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	36 147 155	77 510 \$	36 122 050	77 217 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	11 250	183	11 250	183
Actions émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	11 352	142	36 457	435
Solde de clôture	36 169 757	77 835 \$	36 169 757	77 835 \$

Au 6 février 2018, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 173 313.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre 2017		Neuf mois clos le 31 décembre 2017	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	914 295	10,88 \$	914 295	10,88 \$
Exercées	(11 250)	11,71	(11 250)	11,71
Annulées ou frappées d'extinction	(3 750)	11,71	(3 750)	11,71
Solde de clôture	899 295	10,87 \$	899 295	10,87 \$

Au 31 décembre 2017, 1 551 981 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'options sur actions, comparativement à 1 563 231 au 31 mars 2017, et 70 181 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, comparativement à 106 638 au 31 mars 2017.

Au 6 février 2018, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 899 295.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, consultez la note 12, *Capital émis*, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

BILANS CONSOLIDÉS

Fonds de roulement

Aux	31 décembre 2017	31 mars 2017	Variation	
Actifs à court terme	285 662 \$	272 667 \$	12 995 \$	4,8 %
Passifs à court terme	90 012	104 436	(14 424)	(13,8) %
Fonds de roulement	195 650 \$	168 231 \$	27 419 \$	16,3 %
Ratio du fonds de roulement	3,17	2,61		

L'augmentation des actifs à court terme reflète essentiellement les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation depuis le début de l'exercice, nets de la baisse saisonnière des comptes clients, alors que la diminution des passifs à court terme reflète essentiellement la baisse saisonnière des comptes fournisseurs suivant la hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Actifs à long terme, passifs à long terme et capitaux propres

Les actifs et passifs à long terme de la Société s'établissaient comme suit aux dates suivantes :

	31 décembre 2017	31 mars 2017	Variation	
Actifs à long terme	313 195 \$	334 619 \$	(21 424) \$	(6,4) %
Passifs à long terme	145 924 \$	146 982 \$	(1 058) \$	(0,7) %
Capitaux propres	362 921 \$	355 868 \$	7 053 \$	2,0 %
Ratio de la dette nette/capitaux propres ¹⁾	0,17:1	0,26:1		

¹⁾ Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, mais excluant les frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, divisée par les capitaux propres.

La diminution de 21,4 millions de dollars des actifs à long terme reflète essentiellement la charge d'amortissement depuis le début de l'exercice et l'incidence de la diminution de la valeur du dollar américain lors de la conversion des actifs de la Société dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

L'augmentation de 7,1 millions de dollars des capitaux propres est principalement attribuable au résultat global de 6,2 millions de dollars, constitué essentiellement du résultat net de 7,8 millions de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme suivants étaient en cours aux dates indiquées :

	31 décembre 2017	31 mars 2017
Montant notionnel en cours	107 200 \$ US	152 350 \$ US
Taux de change moyen	1,3187	1,3178

Au 31 décembre 2017, ces contrats venaient à échéance à différentes dates entre janvier 2018 et mars 2021, la majorité échéant au cours du présent et du prochain exercice.

Ententes de swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2017, la Société avait conclu les ententes de swap de taux d'intérêt suivantes visant à fixer le taux d'intérêt d'une tranche de la facilité de crédit :

Montant notionnel	Taux fixe	Mise en vigueur	Échéance
5 000 \$ US	1,65 %	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38 %	Décembre 2015	Décembre 2018

Les taux des ententes de swap de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable (se reporter à la note 11, *Dette à long terme*, des états financiers consolidés résumés intermédiaires). Les flux de trésorerie liés aux ententes de swap de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Instruments dérivés liés à l'entente visant l'acquisition de CESA

L'entente visant l'acquisition de CESA expose la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement. Une augmentation de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait grimper le prix anticipé de la transaction, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette attendue ferait augmenter les frais financiers connexes.

Afin d'atténuer ces risques, la Société a acquis des colliers de change pour 85,0 millions d'euros (environ 123,8 millions de dollars) qui ont été réglés au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 (consultez la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» dans la section Résultat d'exploitation).

Au 31 décembre 2017, la Société avait également conclu les ententes de swap de devises et de taux d'intérêt suivantes afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux fixe sur le notionnel en euros	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,65 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	2,38 %	Octobre 2017	Mars 2025

Entente de swap sur actions

Au 31 décembre 2017, la Société avait conclu une entente de swap sur actions visant 150 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 11,45 \$. Ce swap est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et vient à échéance en juin 2018.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation sont décrits dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. D'autres facteurs de risque et incertitudes qui ne sont pas connus de la Société, ou que la Société considère à l'heure actuelle comme étant sans importance, pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses activités.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Exercice	2018			2017				2016
	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre
Ventes	97 006 \$	89 677 \$	86 857 \$	120 886 \$	98 489 \$	91 571 \$	95 590 \$	117 496 \$
Résultat opérationnel	6 629	4 644	5 408	8 678	7 694	11 584	7 596	13 334
Résultat opérationnel ajusté ¹	7 238	5 590	5 408	12 312	7 694	7 873	8 001	13 334
BAIIA ¹	12 954	11 086	11 940	15 547	13 851	17 806	13 916	20 713
BAIIA ajusté ¹	13 563	12 032	11 940	19 181	13 851	14 095	14 321	20 713
Résultat net	626	3 163	4 027	8 895	8 175	9 519	5 179	9 091
Résultat net ajusté ¹	5 690	4 057	4 027	9 077	6 015	5 677	5 584	9 091
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action – de base et dilué	0,02 \$	0,09 \$	0,11 \$	0,25 \$	0,23 \$	0,26 \$	0,14 \$	0,25 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,16	0,11	0,11	0,25	0,17	0,16	0,15	0,25
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36,4	36,3	36,3	36,3	36,3	36,3	36,3	36,2

¹) Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au deuxième trimestre, comparativement aux autres trimestres, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales, tandis que c'est au quatrième trimestre que le volume d'activité de la Société est généralement le plus élevé.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES¹

Dans le marché de l'aérospatiale commerciale, selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association («IATA»), la demande dans les marchés des passagers et du fret devrait demeurer solide au cours de l'année civile 2018. Après une forte croissance de 7,5 % au cours de l'année civile 2017, le trafic passagers, exprimé en passagers-kilomètres payants, devrait augmenter de 6,0 % au cours de l'année civile 2018 grâce à une solide croissance du PIB mondial qui devrait atteindre 3,1 %. Cette augmentation des passagers-kilomètres payants est supérieure à la croissance annuelle moyenne de 5,6 % enregistrée au cours de la période de 1996 à 2016. D'autre part, le volume de fret aérien a augmenté de 9,3 % au cours de l'année civile 2017 et devrait croître encore de 4,5 % au cours de l'année civile 2018².

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des ajustements des cadences de production de plusieurs programmes d'envergure jusqu'à la fin de l'année civile 2020 en prévision du lancement de versions plus économes en carburant d'appareils existants. Les deux fabricants ont terminé l'année civile 2017 avec des livraisons record et des carnets de commandes bien remplis. Les nouvelles commandes du marché pour des appareils à couloir unique étaient solides, mais relativement moins importantes que celles pour les appareils à deux couloirs, une catégorie qui comprend le programme du Boeing 777³.

Selon les données publiées par la General Aviation Manufacturers Association («GAMA»), les expéditions d'avions ont légèrement augmenté dans les neuf premiers mois de l'année civile 2017 dans le marché des jets d'affaires. À plus long terme, même si le nombre de mises en service de nouveaux jets devrait augmenter de façon modérée, la tendance actuelle visant les plus gros avions d'affaires long-courriers devrait se poursuivre⁴.

Dans le marché de l'aérospatiale lié à la défense, l'administration américaine a l'intention d'accroître le financement du département de la Défense («DoD») au cours des prochaines années. À court terme, bien que le président ait ratifié la National Defense Authorization Act pour l'exercice 2018, qui prévoit un financement plus élevé, le DoD était régi par une résolution de financement temporaire au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2018, en attente de l'approbation du Congrès. Au Canada, la nouvelle politique de défense prévoit une augmentation des dépenses en matière de défense, qui devraient passer de 18,9 milliards de dollars à l'exercice 2017 à 32,7 milliards de dollars à l'exercice 2027. L'Europe consacre également plus de fonds à la défense, comme en fait foi la hausse globale des dépenses de 3,7 % enregistrée dans ce secteur par les pays européens membres de l'OTAN pour 2017 dans le but d'atteindre la cible de dépense en matière de défense fixée à 2 % du PIB⁵.

Les activités de la Société au Royaume-Uni accroissent la diversification géographique de son portefeuille dans le secteur de la défense, réduisant ainsi son exposition relative au marché américain. L'équilibre que la Société maintient dans son portefeuille lié au secteur de la défense entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, de concert avec les programmes d'envergure auxquels elle participe, apporte également une plus grande stabilité.

¹ Consultez la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section Aperçu général pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

² Source : IATA, Performance économique de l'industrie du transport aérien, décembre 2017.

³ Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 15 janvier 2018, 19 octobre 2017, 12 juillet 2016 et 24 février 2016; communiqués de presse de Boeing publiés les 9 janvier 2018 et 21 janvier 2016.

⁴ Sources : Communiqué de presse de la GAMA publié le 13 novembre 2017; Business Jet Aviation Forecast de Honeywell, octobre 2017; Prévisions de marché en matière d'aviation commerciale de Jetcraft, octobre 2017.

⁵ Sources : Communiqué de presse du DoD publié le 12 décembre 2017; communiqué de presse de l'OTAN publié le 9 octobre 2017.

PRÉVISIONS¹

Paramètre	Prévisions de 2018	Prévisions de 2018 mises à jour
Croissance des ventes pour l'exercice 2018	Recul à un chiffre (bas de fourchette)	Recul à un chiffre (bas de fourchette)
Croissance des ventes à long terme	Ventes de 480 à 520 millions de dollars pour l'exercice 2021	Ventes de 480 à 520 millions de dollars pour l'exercice 2021
Acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2018	Environ 20 millions de dollars	Environ 15 millions de dollars
Marge du BAIIA ajusté ² pour l'exercice 2018	Non fournie	Stable par rapport à l'exercice 2017

¹ Consultez la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section Aperçu général pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

² Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

La direction a révisé les prévisions à l'égard des acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2018, qui avaient été publiées avec les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2017, s'établissaient à environ 20 millions de dollars. Elles ont été révisées à la baisse pour s'établir à environ 15 millions de dollars en raison des investissements moins élevés que prévu dans le cadre d'un contrat avec un client.

La direction a élaboré les prévisions qui précèdent en utilisant les meilleures informations disponibles au moment de la préparation du présent rapport de gestion et s'est basée sur des hypothèses et des sources d'information qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- Le carnet de commandes, les contrats de vente à long terme et les estimations de commandes à venir de Héroux-Devtek, en supposant qu'il n'y ait pas d'acquisition importante;
- Les carnets de commandes existants des OEM, leurs cadences de production et leurs prévisions publiées à l'égard de la production et des livraisons;
- La stabilité budgétaire des gouvernements en matière de défense, le contexte des dépenses, les tendances et les attentes;
- La stabilité de la conjoncture économique globale;
- La stabilité des taux de change, en particulier par rapport au dollar américain;
- La capacité de la Société à réaliser avec succès les mandats d'envergure qui lui sont confiés.

Les prévisions qui précèdent excluent l'incidence que pourrait avoir l'acquisition de CESA sur les résultats de la Société. Consultez la rubrique intitulée «Gestion du risque» du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 pour de plus amples renseignements concernant certains autres facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux indiqués dans ces prévisions.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le comité d'audit et le conseil d'administration le 6 février 2018. Pour des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment le rapport annuel et la notice annuelle, visitez le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site de la Société à l'adresse www.herouxdevtek.com.